

S'adapter ou échouer ! La LSFS a besoin d'une révision fondamentale pour atteindre les objectifs de la finance durable

Luxembourg, le 27 septembre 2021 - **Aujourd'hui, une coalition d'organisations de la société civile (OSC) [1] a présenté ses principaux points de critique de la « Luxembourg Sustainable Finance Strategy » (LSFS). Les organisations concluent que la LSFS manque d'objectifs clairs, de mesures concrètes et d'un réel calendrier pour que le secteur financier luxembourgeois assure (effectivement) la protection des droits humains et de l'environnement. D'une manière générale, la LSFS n'a absolument pas tenu compte de l'apport des organisations au cours de la phase de consultation publique. Par exemple, elle ne fournit aucun cadre pour aligner le secteur financier luxembourgeois sur l'accord de Paris et sur les défis en lien avec les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. La coalition d'ONG demande que ces lacunes soient corrigées lors d'une prochaine révision de la stratégie. Elle réclame également un engagement clair du gouvernement en vue de créer le cadre réglementaire nécessaire pour aligner le secteur financier sur les objectifs de durabilité.**

Lancée le 9 février 2021 par l'Initiative luxembourgeoise pour la finance durable (LSFI) [2], la « Luxembourg Sustainable Finance Strategy » vise à faire connaître, promouvoir et aider à développer les initiatives de finance durable au Luxembourg. Dans le cadre d'une consultation publique, plus de 30 organisations [3] ont fourni des commentaires sur le projet initial de la stratégie, fin 2020. Cependant, lors de la publication du document final de la stratégie, les OSC ont été déçues de constater qu'aucune de leurs recommandations n'avait été prise en considération et que la stratégie finale présentait de graves lacunes. Le groupe d'OSC a donc décidé de réitérer ses préoccupations et ses demandes [4].

Selon les OSCs, la LSFS contient des lacunes importantes qui, si elles ne sont pas comblées, l'empêcheront d'apporter des améliorations significatives en matière de finance durable. Par exemple, dans un cas classique de l'approche quantitative au détriment de l'approche qualitative, la LSFS se concentre sur la promotion d'initiatives de finance durable sans examiner la mesure dans laquelle elles mènent à un véritable développement durable dans l'économie réelle. De plus, la LSFS n'aborde pas le fait que l'industrie financière luxembourgeoise est considérablement à la traîne en termes d'alignement de ses flux financiers sur les objectifs de l'accord de Paris. Une autre critique importante adressée à la LSFS concerne le manque de mesures concrètes pour protéger les droits humains.

Au regard de ces lacunes, les OSC demandent que l'impact environnemental et sociétal du secteur financier luxembourgeois soit analysé afin de permettre le suivi et la mesure des progrès des objectifs à court, moyen et long terme. La LSFS doit viser à aligner tous les flux financiers sur les objectifs de l'accord de Paris et à faire entrer la finance durable dans le courant dominant, tout en évitant le *greenwashing* et le *rebranding*.

Des mesures volontaires seules ne permettront pas de faire évoluer le secteur financier vers plus de durabilité. Le gouvernement luxembourgeois doit adopter une position forte et s'engager à aligner la place financière sur les objectifs de durabilité en créant le cadre réglementaire adéquat pour une vaste transformation de l'industrie financière luxembourgeoise. Les autorités nationales de surveillance (CSSF, CAA et BCL) doivent établir des exigences claires pour que les institutions financières évaluent et gèrent les risques associés à la négligence des questions de durabilité dans leur modèle économique.

La protection des droits humains doit devenir une dimension importante de la LSFS. En adoptant une loi nationale sur la diligence raisonnable en matière de droits humains et d'environnement, y compris pour le secteur financier, le Luxembourg, en tant que candidat au Conseil des droits de l'homme des Nations unies et comme signataire de nombreux traités et conventions internationaux (par exemple, la CDB, la CCNUCC, l'OIT), pourrait jouer un rôle beaucoup plus proactif au niveau national et européen dans l'élaboration d'une réglementation plus ambitieuse.

Enfin, et surtout, la société civile doit être étroitement impliquée dans le processus de recherche de solutions, car elle joue un rôle crucial dans la lutte contre le changement climatique, contre la perte de biodiversité et contre les violations des droits humains.

En tant qu'acteur financier mondial, le Luxembourg doit assumer sa responsabilité de guider, surveiller et réglementer les acteurs financiers et leurs opérations, en particulier lorsqu'il s'agit de sauvegarder l'environnement et de protéger les droits humains. La LSFS doit refléter cette responsabilité et aborder les aspects actuellement manquants ou inadéquats de son approche si elle veut faire entrer la finance durable dans le courant dominant, tout en générant un véritable impact. Ce n'est qu'alors qu'elle sera à la hauteur de son potentiel et qu'elle changera réellement la donne pour des millions de vies et pour les moyens de subsistance de millions de personnes.

Notes aux éditeurs :

[1] Etika, Greenpeace Luxembourg, ASTM, Commission Justice & Paix, SOS Faim ainsi que la fédération d'ONG Cercle de Coopération des ONGD.

[2] La LSFI a été fondée en janvier 2020 par le gouvernement luxembourgeois, Luxembourg for Finance (l'agence pour le développement de la place financière) et le Conseil supérieur du développement durable (un organe consultatif indépendant auprès du gouvernement luxembourgeois sur les questions de développement durable qui représente la société civile).

[3] Luxembourg Sustainable Finance Initiative, 'A Sustainable Finance Strategy for Luxembourg and its financial centre', communiqué de presse, 9 février 2021.

[4] Téléchargez la note d'information « *Why the Luxembourg Sustainable Finance Strategy will not deliver: Components for bringing sustainable finance into the mainstream* » [ici](#). La note

d'information n'est pas une critique point par point de la LSFS, mais elle a pour but de souligner les lacunes importantes de la stratégie qui, si elles ne sont pas comblées, empêcheront la LSFS d'apporter des améliorations significatives en matière de finance durable.

Contact presse:

Etika Luxembourg : contact@etika.lu